

lorsqu'ils meurent. C'est très exact, parce qu'on a détruit la base économique de l'industrie agricole d'exportation. Elle a été détruite aux États-Unis et aussi dans les pays du marché commun, parce que, du point de vue politique dans ces pays, on n'a pas laissé le secteur agricole de l'économie se débrouiller par lui-même dans un marché international libre. Lorsque l'on circule dans l'Est de la France et que l'on y voit les techniques de production de céréales, on se demande comment la France peut exporter de l'orge à un prix concurrentiel au nôtre, vu les méthodes efficaces employées à une grande échelle dans certaines régions de notre pays. On s'étonne jusqu'à ce que l'on ait compris que du point de vue politique, les cultivateurs français forment un secteur important de l'économie et qu'en aucun cas on n'adoptera un régime de libre échange dans ce secteur. Cette situation ne diffère pas de celle qui règne dans la plupart des autres pays. Si le libre échange ne va pas l'emporter ailleurs, il est certes insensé de supposer qu'il puisse l'emporter au Canada.

Il ne rime à rien, à mon avis, monsieur l'Orateur, de permettre à l'agriculture Canadienne de fonctionner sur une base extérieure alors que presque tout le reste de l'économie fonctionne sur une base interne. Ce système crée la pauvreté et des conditions qui, à mon avis, ne correspondent pas et ne conviennent pas à la productivité que le Canada peut connaître.

• (2.30 p.m.)

Il est intéressant de voir notre bilan agricole: récemment, nous avons exporté pour 1.3 milliard de dollars environ de produits agricoles en un an, alors que nous en avons importé pour à peu près un milliard de dollars. Je ne prétends pas qu'on puisse cultiver des pamplemousses dans l'atmosphère raréfiée de villes comme Calgary, mais je pense que nous parviendrons à équilibrer notre agriculture si nous tenons compte, comme il se doit, de la relation entre l'agriculture et le reste de l'économie. Il s'agit, essentiellement, d'un milieu fermé. A mon sens, il faut réorienter en bloc nos efforts dans ce domaine. Il faudra pour ce faire non seulement encourager les transferts, mais aussi fournir des fonds d'adaptation et transformer de fond en comble notre façon de concevoir la place que l'agriculture doit occuper dans l'économie canadienne. Je suis convaincu que cela peut se faire et j'espère qu'on le fera dans un délai raisonnable car, dans la mise en œuvre d'un programme économique tendant à l'amélioration de toutes les régions canadiennes, il me semble que ce devrait être une des priorités.

[M. Harries.]

En terminant, permettez-moi de dire qu'à mon avis le discours du trône s'inscrit dans la ligne des mesures sages et progressistes promises pour la première fois en juin 1968 par le premier ministre en vue d'un Canada uni et florissant.

**M. Jack Cullen (Sarnia):** Le député me permettrait-il une question? D'après lui, le gouvernement devrait-il vendre ses actions dans la Polymer Corporation et employer les capitaux ainsi obtenus, ou devrait-il se défaire de seulement 51 p. 100 de ses actions? A-t-il songé à cela?

**M. Harries:** A mon avis, le gouvernement devrait vendre ses intérêts dans la Polymer Corporation, qui devrait être une société canadienne normale, à capital mixte, inscrite à une Bourse où les choses bougent, comme celle de Vancouver. Le gouvernement devrait fournir l'apport initial mais il ne devrait plus s'occuper d'une entreprise qui remporte autant de succès que la Polymer Corporation.

**M. McIntosh:** Le député est en faveur de la libre entreprise.

[Français]

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, je voudrais à mon tour féliciter les honorables députés de Sarnia et de Lapointe (MM. Cullen et Marceau) des remarques qu'ils ont faites au début du débat.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, je prends la parole après le député d'Edmonton-Strathcona (M. Harries). Il est aisé de dire de quelle partie du Canada provient un député, aux observations qu'il fait. On devine sans peine que le député vient d'une circonscription urbaine. Il ne semble pas se soucier le moins du monde des services d'Air Canada; il a l'air de dire que s'ils ne sont pas assurés par Air Canada, une autre ligne aérienne s'en occupera. Son attitude est sans doute la même à l'égard du Canadien-National. Mais ceux qui viennent d'autres régions du Canada, comme je le prouverai dans un moment, ont une attitude différente.

**De voix:** Bravo!

**M. Comeau:** Comme bien des députés, j'entends souvent des gens manifester de l'intérêt à des questions que le gouvernement considère comme des priorités importantes: l'abaissement de l'âge des votants, l'inquiétude au sujet de la vie économique et sociale au Canada, l'extension des zones de pêche canadiennes, et ainsi de suite. Il ressort du dis-